

M. McGrath: A titre de question supplémentaire, je demanderais au ministre pourquoi il a préféré faire une déclaration sur le sujet à l'extérieur de la Chambre, à midi aujourd'hui, plutôt que de la faire à l'appel des motions. Deuxièmement, quand pouvons-nous espérer qu'il nous fasse un énoncé de politique concernant la morue salée?

L'hon. M. Davis: J'espère pouvoir faire demain un énoncé de politique à propos de la morue salée.

LES COALITIONS

LES MÉDICAMENTS—LA FIXATION DES PRIX PAR LES PHARMACIENS DE COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Barry Mather (Surrey): Puis-je poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations? Quelles mesures prend-il au sujet de l'enquête demandée par le gouvernement de la Colombie-Britannique sur la violation possible de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions par les pharmaciens de cette province qui auraient exigé des frais supplémentaires pour les ordonnances prescrites aux assistés sociaux?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): A ma connaissance, je n'ai pas reçu de requête semblable du gouvernement de la Colombie-Britannique, mais je me renseignerai pour voir s'il en fait une à mon insu. J'ai fait des commentaires sur cette situation l'autre jour en réponse à une question.

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

INVITATION DU CANADA À LA RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION À PARIS

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a été invité officiellement à la réunion des ministres de l'Éducation à Paris?

[Traduction]

M. l'Orateur: Pendant qu'on étudie la question...

Des voix: Oh, oh.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): L'honorable secrétaire d'État est-il absent de la Chambre, monsieur l'Orateur?

[L'hon. M. Davis.]

[Traduction]

L'hon. M. Lambert: Ma question s'adresse au ministre du Travail...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre pourrait, me semble-t-il être autorisé à répondre à la question du député de Champlain.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): La question était adressée au secrétaire d'État, monsieur l'Orateur, et non point à moi; c'est pourquoi j'ai hésité à y répondre. Peut-être, devrais-je le faire, cependant. Voici la situation. Le Canada a participé à la conférence de Kinshasa en tant que membre à part entière, et, soit dit en passant, il a contribué à la décision prise par la conférence de tenir sa seconde session à Paris. Les accords intervenus entre Ottawa et les gouvernements provinciaux au sujet de la conférence de Kinshasa ont donné satisfaction et nous n'avons aucune raison de croire que l'on ne puisse les appliquer de nouveau pour la seconde session; cela a été clairement établi l'an dernier. On a laissé entendre qu'on pourrait tenter d'exclure Ottawa de la réunion de Paris. Tout ce que je puis dire à ce sujet, c'est que je ne vois pas quel intérêt une des autorités en cause aurait à adopter une telle politique.

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydenseys): Le Québec ayant accepté l'invitation et le Canada ayant été représenté à la première conférence, le gouvernement compte-t-il envoyer un délégué vu qu'il s'est engagé officiellement à aider les États africains d'expression française?

L'hon. M. Sharp: Je pensais que ma réponse était parfaitement claire. Nous n'avons pas besoin d'une invitation, car nous sommes déjà invités.

[Français]

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre pourrait-il nous dire qui, en tant que ministre de l'Éducation, représente le Canada à cette réunion des ministres de l'Éducation à Paris?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Les arrangements ont été élaborés avec le gouvernement de Québec qui s'est montré, je pense, très satisfait, et j'espère qu'on pourra les appliquer de nouveau pour la réunion à Paris.

[Français]

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, est-ce que ...